Département du Finistère — 3e Circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 JUIN 1968



Yves CAM, Professeur
Candidat du Parti Communiste Français

Guy LIZIAR, Instituteur – Suppléant

pour l'UNION des FORCES DE GAUCHE
pour UN PROGRAMME COMMUN

Pour un Gouvernement populaire et d'Union démocratique, à participation Communiste

Electrices, Electeurs,

Le Peuple a rejeté le Référendum anti-démocratique proposé par le Président de la République. Celui-ci a été contraint de dissoudre l'Assemblée Nationale, un an après son élection. Vous êtes donc appelés aux urnes.

Les derniers événements ont montré la faillite d'une politique et d'un régime uniquement au service du grand capital. Pendant dix années, les travailleurs des villes, des campagnes et de la mer ont été sacrifiés.

Il a fallu dix millions de salariés en lutte, et le soutien de tous les travailleurs, pour imposer la négociation et d'importantes concessions. Mais nous soulignons,

- — que des revendications importantes demeurent insatisfaites ;
- — que les problèmes de l'agriculture, de la pêche et de l'université restent à régler ;
- — que les petits et moyens commerçants, les artisans attendent des mesures fiscales.

Une majorité de gaullistes et d'autres réactionnaires n'auraient qu'un souci :

- — reprendre aux travailleurs ce qu'ils ont gagné de haute lutte ;
- — refuser les négociations promises sur les points qui restent à régler.

Aussi est-il indispensable d'opérer des changements profonds, et de voter en faveur d'une politique de progrès économique et social, de démocratie et de paix.

C'est une telle politique que propose le Parti Communiste Français.

Il propose des réformes économiques fondamentales telles que :

- — la nationalisation des secteurs-clefs de l'industrie ;
- — une réforme démocratique de l'impôt ;
- — l'arrêt des dépenses improductives ;
- — la mise en valeur de toutes nos ressources par un développement économique régional.

De telles mesures permettraient de donner satisfaction aux travailleurs.

Le Parti Communiste propose :

Pour les salariés :

- — la satisfaction entière des revendications déposées. L'échelle mobile des salaires qui garantirait le pouvoir d'achat ;
- — le plein emploi par le retour à la semaine de 40 heures et la diminution de l'âge de la retraite ;
- — à travail égal, salaire égal pour les femmes et les jeunes. La réduction des bénéfices capitalistes le permet. (Chez Renault, il faut 8 milliards pour satisfaire les revendications ; le bénéfice annuel est de 140 milliards) ;
- — l'abrogation des ordonnances anti-sociales.

Pour l'agriculture :

- — une politique agricole au profit des petits et moyens agriculteurs ;
- — des cultivateurs élus pour décider des problèmes de structure, en vue d'agrandir et de moderniser les fermes et de permettre une véritable parité économique et sociale ;
- — développer la coopération sous toutes ses formes avec l'aide financière et technique de l'Etat ;
- — aider à l'équipement des régions défavorisées ;
- — arrêt des importations, et prix permettant une juste rémunération ;
- — allègement des charges d'exploitation.

Soulignons que l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs va favoriser l'écoulement des produits agricoles.

Pour la pêche :

— soutien résolu des marins en lutte pour une plus juste rémunération de leur travail ;

— suppression des importations intempestives ;

— revalorisation des cours à la production ;

— réforme du statut des mandataires ;

— diminution des charges (gaz-oil, location d'appareils, etc...) ;

— aide à la pêche artisanale.

Pour les artisans et les petits et moyens commerçants :

— suppression de la T.V.A. pour ces catégories ;

— réforme démocratique de la fiscalité (relèvement du plancher d'exonération à un minimum de 6 000 F.) ;

— meilleure protection sociale et moins de tracasseries administratives.

Education nationale :

— grand Ministère de l'Education Nationale ;

— réforme démocratique et laïque de l'Education Nationale ;

— gestion démocratique à tous les niveaux par l'Etat, les enseignants, les parents et, à partir du secondaire, les lycéens et les étudiants ;

— formation professionnelle à l'école pour tous ;

— cette réforme exige 6% du revenu national brut, soit 1/4 du budget de l'Etat. Ceci permettrait la création des établissements et des postes nécessaires.

Jeunes :

— mesures d'urgence pour leur donner à tous du travail ;

— des maisons de la culture, des installations sportives, des moyens de loisir ;

— réduction du service militaire, et droit de vote à 18 ans.

Politique sociale du logement :

— **des mesures pour améliorer** la condition des retraités, des handicapés physiques, des Anciens Combattants.

Le Parti Communiste Français se félicite qu'un plan d'urgence ait été établi avec la F.G.D.S.

Il propose qu'un programme commun de gouvernement soit adopté par l'ensemble des partis et organisations de gauche.

Travailleurs des villes et des campagnes, étudiants, enseignants, femmes, jeunes, le Parti Communiste Français a toujours défendu vos revendications. C'est le parti qui se bat pour la seule solution démocratique possible actuellement en France : un gouvernement de gauche.

Accordez vos suffrages au Parti qui soutient la lutte du peuple vietnamien contre l'agresseur américain.

Accordez vos suffrages au Parti qui, fidèle à son passé patriotique, lutte pour une véritable politique française d'indépendance nationale.

Accordez votre confiance au programme du Parti Communiste Français, à ses propositions unitaires, à son activité politique **sage et résolue.**

Aidez à préparer la venue d'un gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste.

C'est le premier tour qui sera décisif.

Votez, et faites voter, dès ce premier tour, pour le seul candidat opposé au pouvoir gaulliste, pour le seul candidat de la gauche de votre circonscription.

Votez Yves CAM

Candidat du Parti Communiste Français.

Suppléant : Guy LIZIAR.

Vu : Le Candidat.

IMP. JOSSIER - MORLAIX